

*COMITE INTER-ETATS DE LUTTE
CONTRE LA SECERESSE DANS LE
SAHEL*
(CILSS)

*COMMISSION EUROPEENNE
(CE)*

**PROGRAMME REGIONAL
"AMELIORATION DES INSTRUMENTS DU DIAGNOSTIC
PERMANENT POUR LA SECURITE ALIMENTAIRE REGIONALE"
Phase III**

GUINEE BISSAU

**RAPPORT D'EVALUATION / PROGRAMMATION
DIAPER III AN IV**

M. P. DELORME CESD Communautaire

M. S. HEBIE ECA/DIAPER III **DECEMBRE 1996**

REPUBLIQUE DE GUINEE BISSAU

Rapport de la mission d'évaluation (96/97) et de programmation (97/98)

du projet DIAPER III

(du 6 au 12 décembre 1996)

Avant - propos

Dans le cadre du Projet DIAPER III, une mission d'évaluation du Devis-Programme III et de programmation du Devis-Programme IV a été effectuée du 6 au 12/12/1997 par Messieurs P.DELORME, du CESD-Communautaire, et Sekou HEBIE, coordonnateur de l'Equipe Centrale d'Animation.

SOMMAIRE

PRINCIPALES CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS		4
1. ASPECT INSTITUTIONNEL		4
1.1. L'Animation locale		4
1.2. Composante Nationale		4
2. ACTIVITES		4
2.1. L'enquête agricole permanente		4
Tirage de l'échantillon		5
La mesure des superficies		5
La mesure des rendements		5
2.2. - L'enquête suivi des marchés céréaliers (SIM)		6
2.3 - La centrale d'information		6
3. GESTION DU DEVIS-PROGRAMME 1996/1997		6
4. MISE EN OEUVRE DES CONDITIONNALITES		6
5. LE DEVIS-PROGRAMME 97/98		7
I - EVALUATION		9
1. 1 Aspect institutionnel		9
1.1.1. Animation locale		9
1.1.2. Composante nationale		9
1.2. Activités		11
1.2.1. Les enquêtes		11
1.2.2. Animation locale		20
1.3. Gestion des devis-programmes 1995/1996		21
1.4. Mise en oeuvre des conditionnalités		21
II - PROGRAMMATION DES ACTIVITES A METTRE EN OEUVRE AU COURS DU DEVIS- PROGRAMME III		22
2.1. Le programme d'activité		22
2.2. Animation locale.		23
2.3 Budget		24
2.4. Participation de l'Etat à la prise en charge de frais de collecte:		24
ANNEXES		25

Principales conclusions et recommandations

1. Aspect institutionnel

Deux enquêtes sont actuellement soutenues par le projet DIAPER, « l'enquête annuelle permanente » et « l'enquête suivi des marchés » réalisées toutes deux par la Division des Statistiques Agricoles (DEA) du Cabinet de Planification (GAPLA) du Ministère du Développement Rural et de l'Agriculture (MDRA).

Nous noterons que:

- le Comité Interministériel de Sécurité Alimentaire, animé par le Bureau de Planification à la Sécurité Alimentaire (BPSA) existe encore mais n'est toujours pas opérationnel ni officialisé.

Le BPSA continue néanmoins la publication du bulletin trimestriel sur la situation alimentaire

- le Décret qui devait créer le « Comité de Sécurité Alimentaire » exigé par DIAPER est toujours en attente de signature. Cette signature pourrait intervenir après l'adoption de la lettre de politique agricole, en cours de négociation. Les autorités pensent que celle ci devrait être acceptée, sous peu, par les différents partenaires et qu'une clarification des responsabilités sera donc possible.

1.1. L'Animation locale

Elle est installée dans un petit bureau du Ministère du Développement Rural et de l'Agriculture. Elle est désormais normalement équipée.

L'Animateur local participe aux rares réunions de la Composante Nationale.

Si l'animateur local est bien intégré d'un point de vue institutionnel, son rôle est encore mal compris par le service de statistique agricoles qui ne l'utilise que très rarement pour des appuis techniques. Pourtant l'animateur local est le seul statisticien mis à la disposition du service.

La mission a insisté auprès du responsable de la DEA pour qu'une réelle définition de tâches d'appui technique soit donnée à l'animateur local, car il pourrait alors soulager l'équipe de certain travaux.

1.2. Composante Nationale

La Composante Nationale existe de façon informelle mais est réduite à peu de structures et ses réunions se font rares. Elle est animée par la DEA. Il faut noter qu'elle a une activité de Mai à Octobre par l'intermédiaire du groupe de travail pluridisciplinaire qu'elle a créé.

2. Activités

Deux enquêtes sont actuellement soutenues par le projet DIAPER:

- « l'enquête agricole permanente »
- « l'enquête suivi des marchés » dans le cadre du Système d'Informations sur les Marchés (SIM)

2.1. L'enquête agricole permanente

L'enquête agricole a subi cette année un certain nombre de remaniements: afin de la rendre plus légère et soutenable financièrement à terme. L'échantillon a été réduit d'environ un tiers ce qui a permis de passer de 85 enquêteurs à 55 et donc de réduire les coûts d'enquête. La méthodologie générale reste cependant la même et il conviendra de vérifier si les objectifs en matière de précision sont acceptables. En effet cette réduction devrait permettre d'obtenir des précisions comparables au niveau national et de bonnes estimations au niveau régional.

La publication des données au niveau secteur a été abandonnée comme suggérée par les précédentes missions.

Tirage de l'échantillon

L'enquête est une enquête par sondage à deux degrés avec un tirage de villages comme unités primaires et un tirage d'exploitations comme unités secondaires.

La mesure des superficies

La mesure des superficies est faite de façon correcte avec des mesures effectives par les enquêteurs à l'aide de mètres-ruban et de boussoles selon la méthode classiquement adoptée.

La mesure des rendements

La pose des carrés de rendement est faite de manière aléatoire. Le dispositif a utilisé cette année des placeaux circulaires (su la base de recommandations de l'expert ASDI), il conviendra de bien analyser ce test tant sur le plan des résultats que de sa bonne application par les enquêteurs.

- L'exploitation des données

Suite à de nombreux problèmes techniques (au niveau de la saisie en particulier) ainsi que des pannes répétées des ordinateurs contenant les données, la campagne 1995/1996 doit faire l'objet d'une ressaisie totale et d'un nouveau traitement.

La campagne 1996/1997 a été saisie sur un nouveau masque de saisie mis au point par l'assistance suédoise, qui malheureusement n'est pas encore documenté. Toutefois les fichiers superficies existent et les données de rendement sont en cours de traitement.

Concernant les publications, elles ont subit le retard consécutif aux problèmes de traitement ce qui fait qu' hormis les résultats prévisionnels de la campagne 1996/1997, aucune publication n'a pu être effectuée.

La situation continue donc d'être préoccupante dans ce domaine (bien que ce soit la première année pendant laquelle les publications courantes ne soient pas produites).

La mission recommande donc:

- 1) *que le matériel de traitement soit renouvelé au profit d'équipements performants offrant toutes les garanties en matière de sécurité informatique (système de back up) et électrique (en doublant les onduleurs de prises de surtension).*
- 2) *que l'animateur local apporte tout son concours et son matériel pour une production rapide des publications courantes.*
- 3) *que le chef de division des statistiques définisse pour son service des règles strictes en matière de sauvegarde des données. Ces dispositions doivent faire partie intégrante du manuel de saisie.*

- La précision des résultats

Comme souligné précédemment le manque de données sur la campagne 1995/96, n'a pas permis de calculer la précision des différents estimateurs, cependant la mission a pu recueillir les fichiers superficies de la campagne 1996/97, qui en première analyse semblent complets. L'ECA pourra compléter le travail d'analyse de l'échantillon après la fin des mission d'évaluation.

2.2. - L'enquête suivi des marchés céréaliers (SIM)

Cette enquête relève les prix de produits agricoles (au sens très large) sur 44 marchés répartis sur tout le territoire.

Cette année, bien que le dispositif ait été identique, les données n'ont souvent pas été transmises par les enquêteurs, par suite du non paiement des indemnités. Les données disponibles ont toutefois été saisies mais non publiées dans les bulletins trimestriels, elles devraient l'être dans l'annuaire statistique.

Pour les mêmes raisons financières, il n'y a pas eu de diffusion radio.

2.3 - La centrale d'information

La Centrale d'informations avait été mise en place à la Division des Statistiques Agricoles (DEA) avec DIAPER II. La mise à jour n'est plus assurée depuis au moins le milieu de l'année 1994.

Le matériel sur lequel, la nouvelle centrale devait être installé, n'est toujours pas livré suite à des bouleversement dans les procédures d'exonération du matériel informatique. Toutefois, des données sur papier ont été collectée par le responsable et il devrait être possible de compléter cette base d'ici la fin de l'année 1997.

La mission recommande que l'animateur local puisse apporter un appui à la DEA en terme de collecte des données exogènes et d'analyse de leur fiabilité.

3. Gestion du devis-programme 1996/1997

La situation du devis programme 1996/1997 n'a vu sa situation se débloquer qu'au cours du passage de la mission, suite au versement par l'Etat Guinéen d'une somme de 100.000.000 de pesos au profit du compte DIAPER.

Ce premier versement devrait être suivi d'un second qui engagerait l'Etat à hauteur de 150 millions de pesos.

Toutefois les travaux liés aux différentes enquêtes ayant bien eu lieu, il appartient à l'animation locale et à la DEA de régulariser le plus de rapidement possible ses engagements (vis à vis des enquêteurs, des fournisseurs...).

La mission recommande qu'une situation financière soit fournies à l'ECA avant la tenue du Comité Directeur.

4. Mise en oeuvre des conditionnalités

a) Comité de Sécurité Alimentaire

Selon le Protocole d'exécution de DIAPER III, le Comité de Sécurité Alimentaire, dont la constitution est une conditionnalité du projet, est un cadre de concertation politique chargé de l'utilisation des conclusions tirées des travaux de DIAPER, en liaison avec les autres actions menées dans le pays en matière de Sécurité alimentaire.

Un Comité Interministériel de Sécurité Alimentaire (CISA) existe de façon informelle depuis 1986. Le Coordonnateur de ce Comité est le Ministère du Plan et de la Coopération Internationale. Il se réunit de façon irrégulière et n'est plus opérationnel. Le Secrétaire d'Etat au Plan veut le redynamiser. Le décret est en préparation pour l'officialiser.

b) Prise en charge des opérations de collecte par l'Etat

La non prise en charge de la contrepartie de l'Etat à temps a fortement perturbé les activités du projet. Les 150 millions de pesos prévus, dont une partie vient d'être débloquée, ne couvriront pas les 40 % prévu par la convention de financement.

Cette situation financière risque d'être plus délicate l'année prochaine, avec notamment le passage dans la zone franc.

L'enquête a toutefois été menée et les résultats de prévisions de récolte ont été publiés à temps. Au vu de ces difficultés, des dispositions relatives à un allégement des coûts de l'enquête et de recherche d'une source de financement permanente sont en cours d'examen, il s'agit en particulier:

- 1) d'un point de vue technique de calibrer l'enquête aux ressources du pays
- 2) d'un point de vue du dispositif de chercher des solutions internes pour l'utilisation d'agents de l'Etat pour assurer la collecte des données (agents de l'agriculture et des statistiques).
- 3) d'un point de vue financier d'inscrire au budget d'investissement le montant prévu au titre de la contrepartie nationale.

Pour cette campagne, l'ordonnateur national a retenu le principe d'inscrire une somme de 491.000.000 pesos sur le programme d'investissement public. Cette somme ne couvre pas les 67 % des frais de collecte du devis programme minimum tel que évalué par la mission.

5. Le Devis-Programme 97/98

Au vu de ce qui précède, le programme ne prévoit pas d'activités nouvelles, ces objectifs principaux sont:

- 1) la consolidation des acquis des années antérieures à travers la production des données, mais surtout une meilleure valorisation à travers la reprise de publications améliorées et régulières.
- 2) la gestion et la conservation des données
- 3) une plus grande implication de l'animation locale au dispositif d'information grâce à un appui technique mieux ciblé et coordonné.

Les activités à mettre en oeuvre dans ce devis programme sont:

- 1) l'enquête agricole
- 2) l'enquête suivi des marchés céréaliers
- 3) l'analyse et la diffusion
- 4) la mise à jour de la banque de données
- 5) l'activité d'appui de l'animation locale.

Au chapitre des équipements, du matériel informatique est prévu pour la DEA et le BPSA.

Le coût total de ce programme et des équipements est évalué à:

	Coût total PG	Coût Total Ecus
Enquête agricole	1.810.268.068	43.833
Système d'information sur les marchés céréaliers	323.795.800	7840
Animation locale	964.509.053	23.354
TOTAL	3.098.572.921	75.027

Les budgets détaillés sont joints au présent rapport.

I - Evaluation

1. 1 Aspect institutionnel

Il n'y a pas de modifications majeures par rapport à la situation qui prévalait en Décembre 1995. Les statistiques agricoles sont faites par la Division des Statistiques Agricoles (DEA) du Cabinet de Planification (GAPLA), rattaché directement au Cabinet du Ministre du Développement Rural et de l'Agriculture.

Nous noterons cependant que: la Division des Statistiques Agricoles (DEA) continue de bénéficier de l'assistance technique de l'ASDI.

La lettre de politique agricole qui devait permettre d'institutionnaliser et de clarifier les responsabilités au sein du Ministère est encore en cours de négociation. Cependant le Bureau de Planification pour la Sécurité Alimentaire continue de fonctionner et de produire les synthèses nécessaires à la prise de décision.

1.1.1. Animation locale

a) Niveau d'intégration de l'animation locale dans la structure d'accueil et dans la composante nationale

De par son rattachement direct au GAPLA, l'animateur local est placé dans la même structure que la division de statistiques agricoles. De plus, la localisation des bureaux devrait lui permettre d'être en contact permanent avec toutes les structures qui participent de près ou de loin au système d'information. Il n'en reste pas moins que son rôle est encore trop orienté vers la gestion du devis programme et la participation aux quelques réunions de la composante nationale. Si il n'existe aucune situation conflictuelle avec les partenaires institutionnels, le rôle d'assistance technique que doit jouer l'animateur local est loin d'être rempli.

La mission recommande que des efforts soient faits de part et d'autre pour que l'animateur puisse participer plus activement au travaux techniques des enquêtes: la DEA devrait s'efforcer de définir un programme de travail commun avec l'animateur et ce dernier essayer d'être plus présent lors des phases essentielles des travaux.

b) Moyens de travail

Les moyens de travail de l'animation n'ont pas évolués depuis l'année passée. Le photocopieur prévu sur le D.P. 96/97 n'a pas encore été acheté. On peut considérer que ce dernier dispose du matériel essentiel à l'accomplissement de ses tâches.

1.1.2. Composante nationale

En tant que cadre de concertation technique chargé de la production coordonnée de données statistiques en matière de Sécurité alimentaire, la Composante Nationale existe de manière informelle en Guinée Bissau mais comprend peu de structures.

a) Textes de création / ou cadre informel

A ce jour, elle n'a pas encore d'existence officielle et les réunions se font de façon informelle sur convocation du Chef de la Division des statistiques agricoles.

b) Structures participantes

Les structures sont les mêmes que par le passé:

- la Division des Statistiques Agricoles, chef de file
- la Direction des Services de l'Elevage
- la Direction des Services de la Protection des Végétaux (DSPV)
- le Bureau de Planification pour la Sécurité Alimentaire (BPSA)
- la Direction des Services de la Météorologie Nationale

Parallèlement, un Comité Exécutif (Ministère du Plan et Programme Alimentaire Mondial) collationne et compile les données sur l'aide alimentaire dans un but de contrôle et de gestion.

c) Mode de fonctionnement

Un groupe pluridisciplinaire effectue des missions sur le terrain une fois par mois de Mai à Octobre pour faire le suivi de la campagne.

Il comprend :

- un agent de la Division des statistiques agricoles
- un agent de la Météorologie Nationale
- un agent de la Direction des Services de la Protection des végétaux
- un agent de la Direction des Services de l'Elevage

La DEA et la Météorologie Nationale font mensuellement, chacune sur la partie la concernant, un rapport dont la synthèse est assurée par les Services de la Météorologie Nationale

Bien que la DEA assure encore en grande partie des tâches de coordination de la composante nationale, le BPSA s'efforce malgré un manque de moyens d'assurer la publication des bulletins trimestriels de conjoncture. Cette année deux bulletins trimestriels ont pu être produits et diffusés à une vingtaine d'exemplaires, ce qui est insuffisant. Ces bulletins qui sont encore très largement améliorables sur le fond et sur la forme constituent toutefois la base de travail des utilisateurs de l'information sur la sécurité alimentaire. Pour les réaliser le BPSA utilise les moyens mis à sa disposition par la DEA (ce qui n'est pas toujours facile pendant les périodes d'utilisation intense du matériel informatique (saisie, traitement des enquêtes)).

Le BPSA constituant toutefois l'embryon d'une cellule d'analyse, la mission recommande que des moyens minimum en matière de publication soient mis à sa disposition, à travers:

- 1) la fourniture d'un micro-ordinateur
- 2) l'accès aux moyens de diffusion mis à la disposition de l'animateur local.

1.2. Activités

Deux enquêtes sont actuellement soutenues par le projet DIAPER:

- « l'enquête agricole permanente »
- « l'enquête suivi des marchés » dans le cadre du Système d'Informations sur les Marchés (SIM)

1.2.1. Les enquêtes

a) L'enquête agricole permanente

Elle est réalisée par la Division des Statistiques Agricoles (DEA) du GAPLA.

Elle a pour objectif de déterminer les superficies cultivées, les prévisions de production des cultures céréalières, les rendements et les productions pour l'ensemble des cultures afin d'établir notamment les bilans céréaliers prévisionnels et définitifs.

D'autres données sont recueillies: démographie des exploitations agricoles, utilisation des intrants, données sur l'élevage .

L'enquête s'intéresse essentiellement aux exploitations traditionnelles.

- les organismes impliqués dans sa réalisation

La DEA continue de bénéficier de l'assistance technique de l'ASDI à travers la mise à disposition d'un expert et de quelques moyens de fonctionnement (formation, carburant). La mission n'ayant pas pu rencontrer l'assistant technique (ce dernier était en congés), il est difficile de déterminer les objectifs poursuivis par ce programme d'assistance. Même les responsables de la DEA ne peuvent donner de telles précisions.

Pourtant, un certain nombres d'activités techniques ont été menées et en absence de fonds en provenance de DIAPER, l'ASDI a financé une partie du fonctionnement de l'enquête.

- les ressources humaines

Les ressources humaines de la Division des Statistiques Agricoles (DEA) sont les suivantes au moment de la mission :

Personnel	Nombre prévu	Nombre utilisé	Imputation budgétaire
Chef de la DEA			
cadre supérieur (1)	1	1	Budget Etat
Enquêteurs à plein temps	55	55	
Enquêteurs à temps partiel	-	-	Budget Etat
Contrôleurs	8	8	
Superviseurs régionaux			
Cadres supérieurs	2	2	Budget Etat
Superviseurs nationaux	2	2	Budget Etat
Agents de dépouillement	6	6	
Agents de saisie	6	6	
Informaticiens (1)			
Analyste			
Agent centrale d'information	1		budget Etat
Autres Agents			
Secrétaire comptable	1	1	
Planton	1	1	

(1) Le Chef de la DEA est aussi responsable de la cellule informatique et de la cellule analyse

Le dispositif souffre encore d'un manque de cadres supérieurs en statistique, ce qui justifie certainement la présence depuis déjà plusieurs années d'un expert ASDI. Celui-ci constitue en effet, la principale ressource humaine pour l'échantillonnage et le traitement. L'animateur local, qui est un cadre statisticien, devrait pouvoir jouer un rôle important pour pallier cette absence de cadres nationaux dans le domaine statistique.

Consécutivement à une réduction de l'échantillon, le nombre d'enquêteurs est passé à 55 au cours de cette campagne et c'est le même dispositif qui doit être reconduit l'année prochaine.

Il n'en demeure pas moins que les enquêteurs continuent d'être rémunérés à travers les indemnités fournies par le projet DIAPER. Conscient de ce problème, les autorités ont initié une concertation afin de sélectionner dans différents corps d'agents de l'Etat les ressources humaines nécessaires pour mener à bien les enquêtes. La solution préconisée est l'utilisation conjointe des agents de terrain du Ministère de l'Agriculture et du Plan. Cette solution, qui permettrait de disposer d'un corps d'agents fonctionnaires, si elle ne semble pas poser de problèmes institutionnels doit être encore étudiée sous l'angle de la faisabilité (recensement des agents disponibles, localisation territoriale, disponibilité aux périodes clés...).

La mission recommande que l'animateur local:

- 1) *participe plus activement à l'exécution technique de l'enquête.*
- 2) *qu'il soit (en tant que personnel détaché du Ministère du Plan) particulièrement chargé de faire aboutir l'étude d'internalisation du dispositif*

- les ressources matérielles

Le matériel mis à la disposition de l'enquête est le même que l'année passée compte tenu du non déblocage du devis programme.

Les ordinateurs disponibles pour le traitement des données sont en mauvais état et obsolètes. Les nombreuses pannes de disque dur sont une des causes dans le retard de publication des données définitives de l'enquête 95/96.

La mission recommande que le matériel de traitement soit changé au profit de matériel plus performant et qu'une attention toute particulière soit donnée en matière de sécurisation électrique et informatique (Cf. description en annexe).

- la technique

Dans un souci de limitation des coûts d'enquête, la campagne passée a vu une refonte du dispositif visant à un allégement de l'échantillon qui est calibré pour donner des résultats significatifs au niveau National.

Le tirage est fait au niveau des régions qui constituent les strates (il y en a 8).

- Les unités primaires (villages):

A l'intérieur de chaque strate, la base de sondage des unités primaires est la liste établie lors du Recensement de la population de 1991 de tous les districts de recensement (460) et des localités les composant. Le tirage des villages se fait avec probabilité proportionnelle à la taille (en nombre d'habitants).

- Les unités secondaires (exploitations):

Dans chaque village-échantillon on tire chaque année, à probabilité égale, 4 exploitations agricoles parmi les exploitations agricoles du village ce qui fait un total d'environ 1245 exploitations enquêtées.

Le nombre d'exploitations agricoles de l'échantillon par régions est acceptable et permet des résultats significatifs à ce niveau.

Constitution de l'échantillon des exploitations

Répartition de l'échantillon par secteurs (= strates)

Zone	Secteurs	Nbre enquêteurs	Univers Nbre expl	Echantillon	
				Villages	Nbre expl
I	Région de BIOMBO	4	6594	21	105
	Région de Cacheu	11	17958	51	255
	Région de OIO	10	22 878	53	265
II	Région de Bafata	8	15 808	41	205
	Région de Gabu	6	14 544	36	180
III	Région de QUINARA	6	6010	14	70
	Région de Tombali	6	8863	23	115
IV	Région de Bolama	4	4044	10	50
	TOTAL	55	96 699	249	1245

Tirage de l'échantillon des parcelles pour le calcul des rendements

Dans toutes les exploitations de l'échantillon on mesure les superficies de toutes les parcelles. Les carrés de rendement sont placés dans une parcelle sur deux au niveau de l'exploitation.

Sur les conseils de l'assistant technique de l'ASDI, des placeaux circulaires ont été utilisés cette année, le centre des placeaux est toujours déterminé de manière aléatoire.

En partant de la pointe de la parcelle la plus au sud, on choisit dans une table de nombres aléatoires la distance (en mètres) à parcourir le long du côté gauche et la distance (en mètres) à parcourir ensuite perpendiculairement à ce côté. Dans le prolongement de cette perpendiculaire, on place le centre du carré de rendement.

La surface du carré de rendement est déterminée par l'utilisation d'un appareil qui pivote autour d'un axe central et qui balaye l'ensemble des pieds destinés à être récoltés pour la pesée. Le rayon de l'appareil est réglable ce qui permet de définir des placeaux de différentes dimensions.

La surface des carrés de rendement est variable selon les cultures. Exemples de carrés:

- Fonio 1x1 m
- Riz 2x2 m
- Maïs et autres produits 5x5 m

Cette nouvelle méthode si elle est correcte sur le principe (le placeau circulaire diminue à surface égale le nombre de pieds de bordure), pose le problème de l'absence de matérialisation du carré. L'enquêteur doit forcément être présent lors de la récolte (puisque c'est l'appareil qui détermine les pieds à récolter). Il n'y a donc pas de possibilité de matérialiser le carré avant la récolte et de revenir par la suite. De plus le carré est placé au moment de la récolte (en lieu et place de la levée) ce qui introduit toujours des biais de surestimation.

Cette méthode ayant été introduite à titre expérimental, elle a fait l'objet d'un suivi particulier puisque les rendements ont été levés par des équipes centrales qui se sont déplacées pour l'occasion. Elle doit faire l'objet d'une analyse spécifique avant une adoption ou un abandon.

La mission recommande qu'outre les résultats techniques, l'aspect faisabilité pratique des récoltes des carrés de rendement soit pris en considération car elle nécessite une planification rigoureuse des récoltes des parcelles suivies qui n'appartienne pas au même paysan.

Les produits retenus.

Ce sont essentiellement les céréales : Riz pluvial, Riz de bas-fonds, Riz de mangrove, Maïs (Milho bacil), Sorgho (Milho cavalo), Mil (Milho prebo), Fonio (Fundó).

On retient également les produits suivants : Arachide, Haricot, Manioc, Iname.

Les variables principales observées (liste et mode de mesure)

Dans le cadre de cette nouvelle approche de l'enquête et suite aux nombreuses erreurs de saisie lors de la campagne 95/96, les questionnaires ont été remaniés et dans le souci d'allégement du travail des enquêteurs la phase de dénombrement des ménages dans les villages a été remplacée par une mise à jour des entrées et sorties sur la base du recensement initial.

Cette technique, utilisée ailleurs peut être tout à fait valable, elle se fait par interview du chef de village qui indique sur deux questionnaires séparés le nombre de nouveaux ménages installés et le nombre de ménages qui n'existent plus ou dont le chef a changé.

La fiche contenant les informations sur les stocks paysans ne fait plus partie du questionnaire depuis un certain nombre d'années, pourtant cette fiche existe. Le poste correspondant dans le bilan céréalier n'est donc jamais renseigné et par conséquent considéré comme nul, ce qui n'est vraisemblablement pas le cas.

La mission recommande la réintroduction de cette fiche dans le questionnaire pour la prochaine campagne.

Le déroulement de l'enquête

L'enquête se déroule en deux passages, un premier passage permet de remplir les 6 premiers questionnaires:

fiche 1:	Dépouillement des fiches 2a, 2b, 3
Fiche 2a:	Recensement des exploitations agricoles du village (année de tirage de l'échantillon)
Fiche 2b:	Liste des exploitations nouvelles
Fiche 3:	Liste des exploitation qui n'existent plus ou ont changés de chef.
Fiche 4:	Caractéristique démographiques des exploitations
Fiche 5:	Dénombrement de parcelles
Fiche 6:	Mesure de la superficie des parcelles .

Le second passage permet de remplir 4 autres questionnaires:

- Fiche 7: Cheptel des exploitations
- Fiche 8: Matériel agricole
- Fiche 9: Interview sur les rendements prévisionnels
- Fiche 10: Récolte des carrés de rendement.

La mesure des superficies

La mesure des superficies des parcelles est effective à l'aide de mètres-ruban et de boussoles.

Le calcul de la superficie à partir des longueurs et des angles est faite avec le programme classique sur calculatrices.

La mesure des rendements

Le calcul des rendements moyens est fait informatiquement (sur LOTUS) pour chaque culture au niveau de chaque secteur par moyenne simple des rendements à l'hectare des carrés.

On calcule ensuite la production extrapolée de chaque secteur et l'on obtient, par simple addition, les productions totales par Régions et pour l'ensemble du pays.

Le rendement moyen pour une région s'obtient en divisant la production totale trouvée par la superficie estimée de la culture.

Exhaustivité des fichiers

La DEA ne conservait pas les données saisies. Celles de 1993/1994 avaient donc été effacées volontairement.

Suite à un problème d'alimentation électrique, les données de 1994/1995 ont été en grande partie perdues.

La saisie des données de 1995/1996 doit être reprise intégralement suite d'une part aux nombreuses erreurs dans la première saisie et d'autres part aux pannes répétées des ordinateurs. La DEA a programmé la ressaisie de ces données après la fin des travaux concernant la campagne 1996/1997, c'est à dire vers le mois d'Avril 1997.

Concernant la campagne 1996/97, la saisie des superficies a été réalisée et celles des rendements définitifs est en cours de réalisation. Il est encore trop tôt pour vérifier l'exhaustivité des enregistrements par rapport aux questionnaires. Cependant, le problème de conservation des données reste préoccupant en Guinée Bissau.

Le traitement des données

La DEA utilise pour la saisie un nouveau masque réalisé avec le logiciel ACCESS par l'assistance suédoise. Ce masque doit normalement comporter les instructions de contrôle nécessaires (cohérence, exhaustivité, validité). Cependant, il n'est pour l'instant pas documenté (ni manuel de saisie, ni descriptif informatique). Il est cependant prévu dans les termes de référence de l'assistance ASDI de réaliser ce travail.

Il y a systématiquement un contrôle manuel avant saisie: contrôle d'exhaustivité, contrôles de vraisemblance, contrôle d'erreurs de calculs. Ce contrôle est le fait des Agents de dépouillement.

Il semble qu'il y ait encore des problèmes concernant l'exploitation statistique des données (élaboration des coefficients d'extrapolation, calcul des précisions).

Etant donné qu'il n'existe pas encore de référence documentaire solide sur les méthodes utilisées, la mission recommande qu'une assistance technique ponctuelle de l'ECA (3 ou 4 semaines) soit mise à la disposition du dispositif guinéen pour la résolution des problèmes méthodologiques et la réalisation de la documentation.

- les résultats

Les prévisions de récoltes sont faites à partir des résultats sur les superficies fournies par l'enquête et en grande partie d'estimations sur les rendements faites au vu des rendements moyens des années précédentes, des déclarations des exploitants agricoles recueillies dans le cadre de l'enquête et de l'observation des conditions agro-climatiques par les services compétents. Ils sont analysés par la Composante Nationale pour l'élaboration des Rapports annuels destinés aux prévisions de récolte.

Jusqu'à la campagne précédente, les données étaient régulièrement publiés à travers une série de documents assez bien réalisés et diffusés. Pour la campagne précédente, le manque de données n'a pas permis de publier les résultats définitifs de l'enquête et l'annuaire statistique. La DEA pense cependant pouvoir reprendre la saisie complète de données dès la fin des travaux et les publications concernant la campagne 1996/97

Il est donc prévu la publication des données 96/97 pour le mois de mars 1997 et la publication des données 95/96 pour les mois d'Avril ou Mai '97.

La mission recommande que l'animateur local prenne toutes les dispositions nécessaires pour assurer une publication de très bon niveau, notamment à travers:

- 1) *la mise à disposition éventuelle de son ordinateur pour la finalisation des documents ceci afin de soulager ceux de la DEA*
- 2) *la prise en charge des opérations de reproduction via une imprimerie plutôt qu'à travers l'utilisation du matériel de reproduction de la DEA, ce qui alourdit le travail et fait vieillir prématurément le matériel.*

- la précision des résultats

Les données sur les deux dernières enquêtes étant perdues pour l'instant, il n'était pas possible de réaliser des calculs de précision.

Avec la nouvelle campagne et le nouveau masque de saisie, il devrait être maintenant possible de réaliser ce travail.

La centrale d'information n'a plus été mise à jour depuis le milieu de 1994.

Le matériel sur lequel elle devait être réinstallée n'est toujours pas livré suite à des problèmes dans le dédouanement. Il semble en effet, que les nouvelles procédures élaborées par la douane, concernant le traitement des exonérations ont du mal à se mettre en place. Quoiqu'il en soit ce matériel est en entrepôt fictif depuis le mois de Février 1996 et donc aucune mise à jour informatique n'a pu être effectuée.

Cependant, un certain nombre de données sur papier ont été collectées et triées, mais il reste encore des structures productrices à contacter.

Sous réserve de la livraison du matériel et de la remise en route informatique de la centrale, le responsable pense pouvoir finir la mise à jour informatique pour la fin 1997.

Compte tenu du mode d'acquisition des données (copie papier et mise à jour via disquette), la mission recommande qu'un budget spécial soit mis à la disposition de l'animateur local pour réaliser ce travail. Ce budget comprend:

- 1) un lot de disquettes pour la saisie et la sauvegarde des données
- 2) du papier et du toner pour les photocopies des données papier.

le matériel acquis au titre de DIAPER III (Cf. Tableau en annexe)

Aucun matériel n'a pu être acquis au titre du devis programme de cette campagne et suite aux problèmes de dédouanement il reste encore du matériel à livrer au titre du précédent devis programme.

- la fréquence des recours d'expertise auprès de l'ECA

L'ECA est intervenue en Octobre dans le cadre de la prévision des récoltes et au mois de Juillet dans le cadre de la centrale d'information. Conjointement ces missions ont entrepris des démarches auprès des autorités nationales et la délégation de la Commission Européenne pour trouver une solution à la prise en charge des 40,4 % des frais de collecte et le déblocage du devis programme.

- la documentation d'enquête

Compte tenu des changements intervenus dans l'enquête et dans la mesure où les documents antérieurs ne sont plus disponibles, l'ensemble de la documentation doit être reprise ou adaptée: manuel enquêteur, manuel contrôleur, manuel de saisie et de traitement, document de méthodologie générale.

Compte tenu de la faiblesse du personnel actuel de la DEA et en attendant que le processus de formation puisse permettre une prise en charge de cet aspect, la mission recommande qu'une assistance technique ponctuelle soit mise à la disposition de la DEA, pour la reprise et la reformulation de la documentation.

La mission recommande en outre que l'animateur local apporte son concours pour la reprise du manuel de l'enquêteur.

b) L'enquête suivi des marchés céréaliers (SIM)

La Division des Statistiques Agricoles réalise sur l'ensemble du territoire une enquête sur les prix des principaux produits agricoles.

On remarque cependant que la DEA effectue à la fois des relevés de prix à la production et des relevés de prix à la consommation. Elle a pris ainsi le relais de l'INEC qui ne peut plus assurer ces relevés sur l'ensemble du territoire, bien qu'ayant encore des enquêteurs disponibles.

Il est indispensable que les deux structures se rencontrent et redéfinissent leurs attributions respectives. Il semblerait plus normal que la DEA se mobilise sur les prix à la production des seuls produits agricoles et que l'INEC reprenne les relevés de prix à la consommation.

- les organismes impliqués dans sa réalisation

La DEA intervient elle-même pour la réalisation de l'enquête.

- les ressources humaines

Personnel	Nombre prévu	Nombre utilisé	Imputation budgétaire
Enquêteurs à plein temps	1	1	
Enquêteurs à temps partiel	39	39	à temps partiel
Contrôleurs	8	8	à temps partiel
Superviseurs nationaux	1	1	Budget de l'Etat à temps partiel
Agents de dépouillement /saisie			
Informaticiens	1	1	Budget de l'Etat à temps partiel
Analyste			

Tous les agents font partie du dispositif de l'enquête agricole permanente.

- les ressources matérielles

Pour l'enquête sur les prix agricoles, la DEA utilise :

- les 40 bicyclettes de l'enquête agricole
- les 4 motos de l'enquête agricole

et 40 balances achetées par l'ASDI

- la technique

Les relevés se font sur deux types de marchés très différents:

- des marchés journaliers où les consommateurs viennent s'approvisionner et où les prix pratiqués sont des prix à la consommation,
- des marchés hebdomadaires où les producteurs eux-mêmes viennent proposer leurs produits et où les prix pratiqués sont intermédiaires entre des prix à la consommation et de véritables prix à la production.

Répartition des marchés:

On observe les prix

- sur 40 marchés journaliers, un marché par secteur (37) et 3 marchés à BISSAU
- et sur 4 marchés hebdomadaires (BULA, BIGENE, BISSORA et CANCHUNGO).

Compte tenu du passage probable de la Guinée Bissau dans la zone franc, la mission recommande qu'une attention toute particulière soit donnée au marchés frontaliers ou ayant une vocation particulière en matière d'import / export.

Produits concernés:

L'enquête déborde largement de l'objectif, observation des prix des céréales, qui lui était initialement attribué. On observe actuellement les prix de 55 produits:

Méthodes de mesures:

Sur chaque marché, chaque produit fait l'objet de trois relevés. L'enquêteur demande le prix et pèse la marchandise.

Transmission des données collectées:

Les fiches de relevés de prix remontent au service central chaque semaine. Cette année par suite du non paiement des indemnités, les enquêteurs ont la plupart du temps fait la rétention des fiches d'enquêtes qui n'étaient soit pas transmises, soit transmises avec trop de retard pour être réellement utilisable. **En fait les seuls marchés vraiment suivis ont été les marchés hebdomadaires.**

Le traitement des données:

Les données saisies sont celles concernant les marchés hebdomadaires

- les résultats

Pour les différents produits il est calculé pour chaque région et la ville de Bissau, des prix moyens mensuels et trimestriels.

La DEA prévoit de réduire son échantillon grâce à une analyse des prix par rapport aux apports de chaque marché et pense pouvoir éliminer un certain nombre de marchés redondants ou n'apportant pas de compléments significatifs par rapport aux prix moyens observés. Ce test doit avoir lieu au cours de la prochaine campagne

- Diffusion:

Bien que certaines données aient été saisies et traitées, il n'y a pas eu pour des raisons budgétaires de publications périodiques, ni de bulletin radio. La DEA a établi toutefois un rapport mensuel diffusé à la demande.

1.2.2. Animation locale

a) Rapport d'activité succinct

L'Animateur local assure la cogestion de DIAPER avec le représentant de l'Ordonnateur National (Bureau technique d'appui à l'Ordonnateur National).

Il s'efforce d'intervenir auprès des Autorités compétentes Guinéennes pour les sensibiliser sur le problème des conditionnalités du Projet, problème qui n'est toujours pas résolu.

Il participe activement au séminaire de recyclage des enquêteurs et superviseurs de l'enquête agricole annuelle.

Il participe aux rares réunions de la Composante Nationale.

1.3. Gestion des devis-programmes 1995/1996

a) Mise en place des fonds F.E.D. et des 40,4 % de contrepartie nationale du D.P. 95/96

Malgré les efforts conjoints de l'ECA, de l'animateur local et du responsable de la DEA pour obtenir de l'Etat Guinéen, la mise en place de fonds de la contrepartie nationale, la situation est restée bloquée tout au long de la campagne agricole. Ce n'est qu'au moment du passage de la mission qu'un versement de 100 millions de pesos a été effectué au profit du compte DIAPER et a déclenché le versement d'une première tranche des fonds FED. Une seconde tranche de 50 millions de pesos est prévue au titre de l'engagement de l'Etat.

Quoiqu'il en soit, la contribution de l'Etat ne couvrira pas les 40,4 % prévus. Compte tenu de la situation financière difficile du pays, la délégation a accepté d'engager la totalité du devis-programme au vu de l'effort financier consenti.

La volonté d'internalisation du dispositif, si elle ne s'est pas traduite par un engagement financier conforme à l'échéancier de la convention, est toutefois présente à travers la recherche de solutions techniques visant à assurer la poursuite des activités. L'allégement du dispositif d'enquête et par conséquent des coûts, la recherche de personnel au niveau des agents de l'Etat constituent autant d'éléments encourageants vers l'internalisation.

b) Niveau d'exécution du Budget

Le budget n'ayant pas été débloqué, il n'y a pas eu d'exécution financière. Le dispositif ayant toutefois fonctionné sur la base de paiements différés, il convient maintenant de régulariser la situation financière (paiement des indemnités, des fournisseurs).

La mission recommande qu'une situation provisoire puisse être transmise à l'ECA avant la tenue du Comité Directeur.

1.4. Mise en oeuvre des conditionnalités

a) Comité de sécurité alimentaire

La situation n'a pas évolué d'un point de vue institutionnel depuis la précédente mission d'évaluation la lettre de politique agricole n'ayant toujours pas été adoptée. Le comité de Sécurité Alimentaire est donc toujours un cadre informel. Cependant le BPSA, chargé de l'animer continue la collecte de données complémentaires à celle de la DEA en vue des publications trimestrielles, qui n'ont pas cessé de paraître, en dépit des faibles moyens dont il dispose.

b) Dispositions prises et/ou envisagées pour la prise en charge des opérations de collecte par l'Etat à hauteur de 67 %.

Les autorités concernées pensent, pour la prochaine campagne faire inscrire la contrepartie de l'Etat sur le budget d'investissement public. Le montant total de cet engagement serait de 491 millions de pesos. Ce montant ne couvrira néanmoins pas les 67 % des frais de collecte prévus dans le budget minimal prévu dans la programmation. Malgré les hausses de prix constatée suite aux dévaluations successives du pesos, ce budget est en diminution par rapport au précédent.

II - Programmation des activités à mettre en oeuvre au cours du Devis- Programme III

2.1. Le programme d'activité

L'enquête agricole:

Sa méthodologie telle que décrite ci-dessus ne changera pas pour la prochaine campagne. Elle utilise un échantillon de 1245 exploitations tirées d'un échantillon de village à raison de 4 exploitations par villages échantillon (voir partie « Evaluation »). Il n'est prévu aucun changement majeur dans cette méthodologie au cours de la prochaine campagne.

Les objectifs assignés, cette année au dispositif, visent essentiellement la reprise d'un rythme normal de publication des résultats et la reprise de la documentation de l'enquête.

Par ailleurs, la conservation des données devra faire l'objet d'une attention toute particulière de la part de la DEA.

Moyens à mettre en oeuvre:

* ressources humaines: Le personnel chargé de la réalisation de l'enquête agricole se compose comme suit:

- 1 chef de service chargé entre autres de l'analyse des résultats;
- 2 superviseurs nationaux;
- 2 superviseurs régionaux appelés coordonnateurs de zone (qui viennent d'être recrutés): chaque superviseur coordonne la supervision dans les régions qu'il a en charge;
- 8 contrôleurs (par région) ;
- 55 enquêteurs, repartis entre 37 secteurs;
- 6 agents statistiques chargés du dépouillement. Ces agents servent de courroie de transmission entre le niveau central et le terrain, ils sont très souvent impliqués dans les missions de supervision nationale;
- 6 agents de saisie;
- 1 agent chargé de la collecte de statistiques auprès des autres services.

* moyens de déplacement: Il n'est prévu aucun moyen de déplacement supplémentaire cette année.

* matériel de traitement: compte tenu de l'état du parc informatique, il est prévu le remplacement de deux ordinateurs de la DEA et la dotation du BPSA d'un micro-ordinateur destiné aux travaux d'analyse.

Enquête suivi des marchés:

L'enquête suivi des marchés ne connaîtra pas de modifications dans son exécution par rapport à la campagne précédente. Elle doit toutefois être revue dans le sens de faire une différence entre les prix au producteur et les prix au consommateur en distinguant les marchés de consommation et les marchés de production. Cette différenciation est en effet le désir de la plupart des utilisateurs des résultats de l'enquête. La description de l'enquête est faite dans la partie « Evaluation ».

D'autre part, dans un souci d'allégement des coûts de l'enquête en conservant une bonne représentativité des données, la DEA doit évaluer les possibilités de réduire son échantillon grâce à une analyse des prix par rapport aux apports de chaque marché. Au terme de cette analyse, un nouveau dispositif de suivi devra être proposé.

Moyens à mettre en oeuvre: cette enquête utilisera les moyens humains et matériels déjà disponible pour l'enquête agricole.

2.2. Animation locale.

Le programme de travail de l'animation locale visera une plus grande implication dans l'exécution technique de l'enquête, notamment ce qui concerne l'enquête agricole et la gestion de la banque de données. Il s'agit notamment:

- 1) de l'appui au GAPLA pour l'examen des possibilités d'internalisation du personnel de l'enquête agricole en rapport avec l'INEC.
- 2) de la participation à l'élaboration du manuel de l'enquêteur qui consistera en une mise à jour du manuel existant eu égard aux changements techniques dans la collecte des données.
- 3) de l'appui au responsable de la banque de donnée pour la collecte de l'information et la mise à jour de la centrale d'information.
- 4) de l'appui à la diffusion de l'annuaire statistique et des résultats des campagnes 1996/97 et 1995/96. Concernant les données de la campagne 1995/96, il veillera à leur publication pour Avril 1997 au plus tard.
- 5) de la coordination des activités nationales avec l'ECA et particulièrement la fourniture d'un rapport trimestriel d'activité axé sur le déroulement des activités et la gestion du Devis-Programme.
- 6) de l'appui au dispositif d'information pour la sélection des candidats aux différentes formations régionales.

En outre l'animateur poursuivra l'exécution de ses tâches courantes:

- 1) gestion du devis-programme
- 2) participation aux réunions de la composante nationale et du GTP
- 3) suivi de la campagne agricole.

2.3 Budget

Le montant total du budget s'élève à 3.098.573.000 pesos, soit 75.027 ecus.

Le détail par rubrique est présenté dans les tableaux ci dessous.

EN ECU (1ECU=41.299,3 Pesos)

	OPERATION DE COLLECTE	EQUIPEMENT	TOTAL
ENQUETE AGRICOLE	18.833	25.000	43.833
SUIVI DES MARCHES	7840	0	7840
ANIMATION LOCALE		0	23.354
TOTAL	26.673	25.000	75.027

EN PESOS (1ECU=41.299, Pesos)

	OPERATION DE COLLECTE	EQUIPEMENT	TOTAL
ENQUETE AGRICOLE	777.785.568	1.032.482.500	1.810.268.068
SUIVI DES MARCHES	323.795.800	0	323.795.800
ANIMATION LOCALE	964.509.053	0	964.509.053
TOTAL	110.158.1368		3.098.572.921

2.4. Participation de l'Etat à la prise en charge de frais de collecte:

Le montant global des frais de collecte s'élevant à 1.101.581.000 pesos (soit 26.674 ecu), la participation de l'Etat à ces frais à concurrence de 67% devrait être de 738.000.000 pesos (soit 17.871 ecu). Cependant le montant proposé pour être inscrit au Programme d'Investissement Public ne s'élèvera qu'à 491.000.000 pesos, soit environ 49 % des frais de collecte.

ANNEXES

Annexe 1: Budgets détaillés

Annexe 2: Equipement informatique: caractéristiques et affectation.

Annexe 3: liste des personnes rencontrées.

Annexe 4: Liste du matériel acquis au titre de DIAPER III

PAYS: GUINEE BISSAU

DESIGNATION: ENQUETE AGRICOLE PERMANENTE 1997:1998

1 - OPERATION DE COLLECTE	Nombre	Coût total (Pesos)	Coût total (ecus)	Coûts FED
1.1 Frais de personnel		434 386 037	10 518	
<i>Indemnités</i>		404 650 541	9 798	
Superviseurs national 28 ecu/mois * 6 mois	2	13 876 565		
Superviseurs régionaux 28 ecus/mois*6 mois	2	13 876 565		
Contrôleurs 21 ecus/mois* 6 mois	8	41 629 694		
Enquêteurs 21 Ecus / mois * 6 mois	55	286 204 149		
Agents de saisie 16 ecus /mois * 2 mois	6	7 929 466		
Agent centrale d'information 21 ecus / mois* 12 mois	1	10 407 424		
Agent de dépouillement 16 ecus/ mois * 6mois	6	23 788 397		
Traitement et analyse 28 ecus /mois * 4 mois	1	6 938 282		
<i>Frais de mission</i>		29 735 496	720	
per diem superviseurs 11 ecus /jour * 3 mission de 5 jours	45	20 443 154		
per diem chauffeurs 5 ecus : jour * 3 mission de 5 jours	45	9 292 343		
1.2 Carburant		76 200 000	1 845	
Enquêteurs: 10 l/ mois*4 mois* 30.000p/l	28	33 600 000		
Supervision régionale	8	19 200 000		
Supervision nationale:1500 Km * 3 missions		18 000 000		
Agent centrale: 15l/mois*12 mois*30000	1	5 400 000		
1.3 Entretien Matériel		105 000 000	2 542	
véhicule (entretien, assurance)	1	100 000 000		
Photocopieurs	1	5 000 000		
1.4 Reproduction des questionnaires		11 000 000	266	
1.6 Recyclage		57 199 531	1 385	
formateur 11 ecus/j * 5 J * 4 zones	2	18 171 692		
contrôleurs: 5 ecus/j * 3 jours	8	4 955 916		
enquêteurs 5ecus/j * 3 J	55	34 071 923		
Total Operation de collecte		777 785 568	18 833	
2 - EQUIPEMENT				
Micro ordinateurs (voir description et affectation détaillée en annexe)		1 032 482 500		
Total équipement		1 032 482 500	25 000	
TOTAL BUDGET		1 810 268 068	43 833	

Taux de change: 1 ecus = 41299.3 pesos

PAYS: GUINEE BISSAU

DESIGNATION: ENQUETE SIM 1997/1998

1 - OPERATION DE COLLECTE	Nombre	Coût total (Pesos)	Coût total (ecus)	Coûts FED
1.1 Frais de personnel		237 883 968	5 760	
<i>Indemnités</i>		227 972 136	5 520	
Superviseurs national 28 ecu/mois * 6 mois	2	13 876 565		
Contrôleurs 21 ecus/mois* 6 mois	8	41 629 694		
Enquêteurs 16 Ecus / mois * 6 mois	40	158 589 312		
Informaticien 28 ecus/ mois * 12 mois	1	13 876 565		
<i>Frais de mission</i>		9 911 832	240	
per diem superviseurs 11 ecus /jour * 3 mission de 5 jours	15	6 814 385		
per diem chauffeurs 5 ecus : jour * 3 mission de 5 jours	15	3 097 448		
1.2 Carburant		15 600 000	378	
Enquêteurs: 10 l/ mois*12 mois* 30.000p/l	1	3 600 000		
Supervision nationale:1000 Km * 3 missions		12 000 000		
1.3 Entretien Matériel		50 000 000	1 462	
véhicule (entretien, assurance)	1	50 000 000		
1.4 Diffusion à la radio (200.000/sem)	52	10 400 000	252	
TOTAL ENQUETE SIM		323 795 800	7 840	

PAYS: GUINEE BISSAU

DESIGNATION: ANIMATION LOCALE 1997/1998

	Nombre	Coût total (PG)	Coût total (ecus)	Coûts FED
1 - SALAIRE				
1.1 Rémunérations		193 148 566	4 677	
Animateur local: 185,47 ecus /mois	12	92 031 360		
Secrétaire - comptable: 86,3 ecus / mois	12	42 769 555		
1.2 Charges sociales (20 % du salaire)		26 960 183		
1.3 Assurance santé 380 ecus/an/personne	2	31 387 468		
2 - FONCTIONNEMENT			0	
2.1 Carburant mission appui terrain		39 000 000	944	
Coordination 1150 L * 20.000Pg	forfait	23 000 000		
Missions (4 missions * 1000 Km* 20000)		16 000 000		
2.2 Perdiem		34 691 412	840	
Frais de mission animateur 17 ecus/jour * 7 jours * 4 missions	28	19 658 467		
Frais de mission chauffeur 13 ecus / jour * 7 jours * 4 missions	28	15 032 945	0	
2.3 Fourniture de bureau 1370 Ecus	forfait	56 580 041	1370	
2.4 Frais de téléphone et fax 1826 ecus	forfait	75 412 522	1 826	
2.5 Entretien véhicule		120 428 759	2 916	
Véhicule y compris assurance: 2316 ecus	forfait	95 649 179		
Photocopieur: 600 ecus	forfait	24 779 580		
3 - IMPRESSION ET DIFFUSION				
Forfait de 10.000 ecus		412 993 000	10 000	
4- FOURNITURE CENTRALE		32 254 753	781	
Consommable: 581 ecus	forfait	23 994 893		
Entretien 200 ecus		8 259 860		
TOTAL BUDGET		964 509 053	23 354	

ANNEXE 2

DESCRIPTION DU MATERIEL INFORMATIQUE

DESCRIPTION	Nbre	AFFECTATION
Processeur Pentium 100 ou 133 Mhz	2	DEA
RAM : 16 MO		
Disque Dur : 1 Go		
Carte graphique SVGA 1 Mo		
Port SCSI II		
Mémoire cache 256 Ko		
Ecran : 15 pouces	1	DEA
Ecran 14 pouces	1	DEA
Sauvegarde : Lecteur externe sur port SCSI sur cartouche 4 ou 8 mm (compatible avec cartouches existantes) ou disque Opto numérique.	1	DEA
Onduleurs: 700 Va	2	DEA
Imprimante laser : type HP 5	1	DEA
Prise de surtension : Type APC Power manager.	3	DEA
Prise de surtension : Type APC Power manager.	1	BPSA
Prise de surtension : Type APC Power manager.	1	Animation locale
Partage d'imprimante type 4 sur 1 (quatre ordinateurs sur une imprimante)	1	DEA
Processeur Pentium 100 ou 133 Mhz	1	BPSA
RAM : 16 MO		
Disque Dur : 1 Go		
Carte graphique SVGA 1 Mo		
Mémoire cache 256 Ko		
Ecran 14 pouces	1	BPSA
Imprimante type HP 5 MI	1	BPSA
Onduleur 700 Va	1	BPSA

ANNEXE 3: Liste des personnes rencontrées

Mme **CLAUDIA QUERNER**

Conseillère à la Délégation de la Commission
Européenne.

Messieurs :

DIEME Ibrahim

Secrétaire d'Etat au Plan

**Le Chef de Cabinet du Ministre
du Développement Rural et de l'Agriculture**

LUIS ALBINO

CONACILSS

CARLOS DE AMARANTE

Directeur du GAPLA

MANAFA Braïma

Animateur local DIAPER

PEREIRA Anibal

Chef de la Division des Statistiques Agricoles

ILDO LOPES ALFONSO

DEA

SERRA CAMARA

DEA

BARBOSA VAZ

INEC

JOSE BOISSY

BPSA

FICHES D'INVENTAIRE DES EQUIPEMENTS ACQUIS AU TITRE DE DIAPER III

PAYS: GUINEE-BISSAU

DESIGNATION	DP 94/95			DP 95/96			DP 96/97			TOTAL ACQUIS			DESTINATION (1)		
	prévu	acquis	prévu	acquis	prévu	acquis	prévu	acquis	prévu	acquis	E.A	SIMC	SIMC	Centrale d'inf.	Animation locale
I. Engins à deux (2) roues															
1. bicyclettes	43	43													
2. motocyclettes	0	10					10				43	43			
3. moto	4	0					2				10	10			
II. Matériel de collecte															
1. boussoles	30	30									30	30			
2. jalons															
3. calculatrices	1	1					1								
4. balances											2				2
5. chaînes/rubans	30	30													
6															
III. Matériel informatique															
- micro-ordinateur	1	1					1					1			
- imprimante	1						1					1			
- onduleur	1	1					1					1			
IV. Mat. de regraphie															
-photocopieur											1				
-duplicateur															

(1) E.A : En quête agricole

SIMC : Système d'information sur les marchés céréaliers

SIMB : Système d'information sur les marchés à bétail